

**COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et
Maternités de Proximité**

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : lundi-vendredi de 13h30 à 17h - Tel : 09.79.72.84.66

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00017

Association agréée - Arrêté du 14/08/2008 - N2008AG0003

Site : <http://www.coordination-nationale.org>

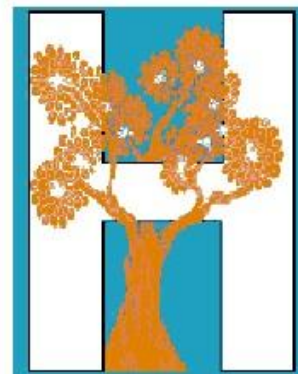
Contact : postmaster@coordination-nationale.org

Président : Michel ANTONY - Michel.Antony@wanadoo.fr

Adresse: 3 rue Labarbe 70200 MAGNY VERNONIS - Tel. 03.84.62.91.65 - 06.63.82.28.24

Vice Présidente : Françoise NAY jean.rostandivry@wanadoo.fr

Adresse: 3 rue Coutant 94200 IVRY sur Seine - Tel. 01.46.72.63.82 - 06.07.89.06.57



Bonjour, Bonjour à toutes et à tous, Bienvenue à la Bastille

En janvier dernier quand nous avons lancé notre appel, nous ne pensions pas qu'aujourd'hui plus de 100 organisations nationales associatives politiques et syndicales et 120 structures locales ou régionales nous auraient rejoints.

Un tel mouvement unitaire pour la défense de la santé, de l'hôpital, de l'accès aux soins pour toutes et tous, et la sécu, c'est du jamais vu ! et dans toute la France !

Des associations d'usagers comme AIDES, Act-Up, association des paralysés de France, des organisations et syndicats de médecins, psychologues, sage-femme, les syndicats de la santé CGT CFTC SUD mais aussi interprofessionnel, de nombreux partis politiques, de nombreux comités et collectifs, la Ligue Des droits de l'Homme.... C'est toute la société civile qui se sent concernée.

Ce matin, des premiers rassemblements se sont tenus à Alès, Auch, Langon, Charléville, Creil, Montceau les mines, Saint-Affrique, Tulle, Montpellier, et cet après-midi d'autres sont prévus à Amiens, Bordeaux, Bourges, Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Nancy, Orléans, Rennes, Rouen, Tours, Toulouse.... Et d'autres encore.

La première réussite de cette journée c'est l'ampleur et l'unité de ce mouvement. La deuxième, c'est vous tous ici.

Mais si nous sommes là aujourd'hui, c'est parce que la situation est grave. Nous voyons bien que l'accès aux soins devient de plus en plus difficile pour des millions de personnes, que les inégalités de santé se creusent, que les restructurations hospitalières s'accélèrent.

Et qu'au bout du compte, c'est notre santé qui est en danger !

Les remises en cause successives des principes de la sécurité sociale, avec les franchises, les forfaits, les remboursements, la remise en question du 100% pour les affections de

longue durée, de l'Aide médicale d'état, conduisent de plus en plus de personnes à reculer voir à renoncer aux soins. Se soigner devient de plus en plus difficile et coûte de plus en plus cher.

Tout cela pousse vers l'assurance privée individuelle celles et ceux qui en ont les moyens et avec le projet d'assurance obligatoire sur la dépendance, c'est le principe même de solidarité de la Sécurité sociale qui est remis en cause.

Dans des zones rurales et dans des quartiers populaires, les médecins généralistes se font rares, certains spécialistes ont disparu, des déserts sanitaires se forment même en île de France. Et à Paris, les dépassements d'honoraires appliqués excluent des soins des milliers de personnes.

Tout ceci n'est en rien le fait du hasard. Il s'agit bien des conséquences d'une politique de santé menée depuis des années et fortement accélérée avec la loi Hôpital Patient santé territoire. Une politique qui ne connaît comme mot que restriction des déficits publics, efficience, rentabilité, marché et privatisation.

La santé, ça peut rapporter gros ! la Générale de santé, Vitalia, Korian et d'autres groupes sont là pour nous le démontrer avec des des 400 à 650 millions d'euros de chiffres d'affaires annuels.

Les Agences régionales de santé qui ont aujourd'hui un an d'existence appliquent partout et en Ile de France comme ailleurs, à la lettre cette politique.

L'hôpital est en première ligne. Pas un secteur, pas un établissement qui ne soit concerné.

La chirurgie, avec l'épée de Damoclès qui pèse sur toutes les structures réalisant moins de 1500 actes par an, et que les ARS utilise pour imposer des rapprochements avant tout avec le privé lucratif.

Les urgences, avec des projets aussi graves que la limitation de la permanence des soins la nuit et les jours fériés à un établissement par département. En Ile de France, nous avons de la chance, M. Evin directeur de l'ARS serait d'accord pour deux sites par département.

Les maternités avec la poursuite des fermetures malgré la disparition de plus d'une maternité sur deux depuis les années 80.

Les centres d'IVG avec la disparition d'une centaine d'entre eux ces dernières années, conduisant à une véritable remise en question des droits des femmes.

La psychiatrie qui subit les lois sécuritaires.

La gériatrie pourtant parent pauvre de toujours mise à mal.

L'Île de France est aujourd'hui particulièrement touchée par les restructurations, avec celles qui se voient comme l'annonce de la fermeture de la chirurgie cardiaque de Mondor et celles plus insidieuses comme le regroupement de tous les laboratoires de biologie sur quelques sites au sein de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

L'existence même de l'AP-HP en tant que telle est fortement menacée sans compter les contraintes budgétaires conduisant à la suppression de 1000 emplois encore cette année, ses services soumis à restructurations, maternité de Saint-Antoine, urgences de Beaujon, pneumologie à Bécélère, spécialités à Trousseau, services de gériatrie, Clémenceau, Dupuytren, Charles Foix., neurochirurgie, fermeture de l'Hôtel Dieu après celles de Saint Vincent de Paul et Jean Rostand.

Les hôpitaux hors AP-HP ne sont pas moins touchés : la radiothérapie, fermée au Sud Francilien, menacé à Lagny et Argenteuil, et toujours au profit du privé. Même chose pour la cardiologie interventionnelle comme à Mantes la jolie et Gonesse. Les fermetures, fusions, partenariat public privé comme à Melun, Juvisy, Dourdan, Beaumont sur Oise, Poissy saint germain.....

Les hôpitaux PSPH n'échappent pas au rouleau compresseur : Maternité des Bluets, service des maladies infectieuses à Sait-Joseph, hopital Léopold Bellan

Et en dehors de l'hôpital ce sont des centres de santé pourtant présentés comme une des solutions d'avenir menacés ou fermés dans le 11°, à Montreuil, Sartrouville.

Dans le médico-social, désormais sous la coupe des ARS, ce sont les EHPAD qui à qui on applique le principe de convergence tarifaire, limitant encore leurs moyens pourtant notoirement insuffisants, les associations, les réseaux qui se voient amputer leur budget, et dont certains sont aujourd'hui en cessation de paiement ce qui remet en cause à très court terme leur existence.

Alors quoi, me direz-vous ? Devant une telle avalanche que pouvons nous faire ?

Rappelez-vous Carhaix, sa maternité et sa chirurgie et toute une population mobilisée. Et qui a obtenu gain de cause !

Et aujourd'hui, Guéret, où la radiothérapie va rouvrir ses portes après une lutte de plusieurs mois.

Auch, où les lits de gériatrie sont maintenus.

Argenteuil, où les services de cardiologie et de radiothérapie ne ferment plus.

Les Lilas, la maternité qui reprend son activité. Le centre de santé du chemin vert maintenu.

Et nous ici, qui sommes là pour dire : Il est temps de réagir tous ensemble !

Et de dire non ! Non à cette politique de casse systématique !

Non, la santé n'est pas une marchandise !

Nous voulons que les vraies questions soient posées : celle de la réponse aux besoins de la population, de l'évaluation de ses besoins donnant toute place à l'intervention citoyenne, celle d'une santé accessible à toutes et à tous partout, de la solidarité et des moyens d'y parvenir.

Nous demandons l'arrêt des restructurations, des privatisations, une politique ambitieuse de formation de tous les professionnels du social et du sanitaire.

Nous exigeons que l'humain soit au cœur de toutes les réflexions engagées.

Et demain, après le 2 avril ? Nous avons la volonté de continuer à peser ensemble. Nous avons prévu de nous retrouver très rapidement pour tirer les enseignements de cette journée et poursuivre dans l'unité.

Nous appelons à développer une intervention citoyenne sous toutes ses formes,

en imposant les questions de santé dans le débat politique

mais aussi en résistant et ripostant partout dès aujourd'hui

Pour cela, il nous faut continuer dans l'unité. Le 2 avril est un moment fort. Nous souhaitons qu'il ouvre la porte à un grand mouvement de défense du service public de santé de la Sécurité sociale.

Alors je vous dis, à très bientôt, toutes et tous ensemble !